

Faire justice

Moralisme progressiste et pratiques punitives dans la lutte contre les violences sexistes

Elsa Deck Marsault
Éditions La Fabrique, 2023
Extraits de la page 7 à la page 34

Dans la mêlée

En tant que gouine¹, j'ai longtemps navigué dans les communautés queer et féministes, et ai été témoin de nombreux processus d'exclusion et d'acharnement collectif – sur les protagonistes d'un conflit politique, sur des personnes victimes comme autrices de violence et sur leur entourage. Je ne compte plus les témoignages écrits par des personnes exclues de leur milieu après des années de lutte ; ni ceux rédigés par les proches après des suicides de personnes militantes².

Je ne pencherai pas ici sur la responsabilité de la société contemporaine et de sa violence dans ces décès, qui ne doivent évidemment pas être minimisées ; toutefois, la violence des espaces dans lesquels nous luttons doit être aussi reconnue. Bien qu'elle soit en grande partie issue de la reproduction de rapports de pouvoir structurel, la manière particulière dont elle se déroule au sein des milieux militants mérite de faire l'objet d'une analyse complète. Si ces milieux sont pour moi certaines sphères féministes et queer, des parallèles peuvent être faits avec tous les espaces de la gauche. Dans une visée d'abolitionnisme pénal³, par souci de se passer de la police et des tribunaux, des groupes cherchent à s'y substituer et parviennent régulièrement à se constituer en « tribunaux populaires », en réaction soit à un simple désaccord ou conflit politique, soit à une agression, un abus ou un fait de violence⁴. Mon expérience propre et mes apprentissages militants m'ont, moi aussi, amenée à la conclusion qu'il est nécessaire d'apprendre à se passer du système judiciaire qui, dans sa forme actuelle, est punitif plutôt que transformatif, reproduit les rapports de domination et ne répond pas assez aux besoins des victimes. Mais si l'intention est louable, son application concrète l'est moins, bien souvent par manque de temps et d'énergie à dédier à la recherche et à la mise en place d'outils appropriés. Les mesures sont expéditives et appliquées dans l'urgence, pour répondre au rythme effréné d'un militantisme porté à bout de bras. Étant donné que la gestion de conflit ou de violence vient s'ajouter aux agendas militants déjà bien chargés, il est souvent difficile de trouver des groupes pour s'en occuper de manière stable et suivie. Cette gestion finit donc par reposer sur une petite

1 Terme utilisé par autodéfinition, mais considéré comme discriminant pour parler d'autrui quand on n'est pas soi-même concerné-e.

2 A ce sujet, voir par exemple Holowka, Eileen Marys, « Pour Alec. Réflexions sur la justice transformatrice », dans Le Village, « Si vous pensez qu'ils doivent mourir... », 1, trad. Et mise en page par Clément Charpentier, 2020, en ligne, à retrouver sur zine-le-village.fr

3 Abolitionnisme pénal : à ne pas confondre avec la branche abolitionniste du féminisme souhaitant abolir le travail du sexe. L'abolitionnisme pénal vise à mettre à bas un système qu'il considère comme oppressif. Il théorise le lien entre l'historicité des ses institutions, leur contexte d'apparition (un cadre de colonisation, de ségrégation et d'esclavagisme) et la manière dont elles servent aujourd'hui à maintenir une partie de la population dans une situation d'oppression.

4 Je ne définirai pas ces termes dans cet ouvrage, car je ne pense pas qu'il soit possible de se mettre largement d'accord sur une seule et même acceptation. Mon avis est que ces définitions ne doivent pas être arrêtées et qu'il faut pouvoir sans cesse les débattre pour les réactualiser en fonction des avancées scientifiques, politiques et historiques. Les fixer dans un livre serait donc contraire à cette idée.

poignée de personnes, dont les intérêts et les enjeux individuels sont rarement questionnés – souvent par manque de pairs pour le faire. Les milieux militants étant influencés par le système pénal et carcéral (comme le reste de la société), les outils employés pour faire justice sont profondément empreints d'une philosophie punitive : la menace, la pression, l'exclusion, le harcèlement, la dénonciation publique, la manipulation des faits et des discours ou la discréditation politique.

La justice punitive repose sur la croyance selon laquelle sanctionner l'auteur-ice d'une infraction est juste et nécessaire. Cette sanction peut être appliquée dans un cadre pénal ou judiciaire, mais aussi en dehors de toute institution juridique. Par exemple, une campagne de harcèlement peut constituer une mesure punitive à l'encontre d'une personne tout comme le boycott d'un lieu ou encore la dénonciation d'une personne pour ses agissements. Ces pratiques, répandues dans le monde militant au sens large, sont peu remises en question et l'imposition d'une souffrance – physique, morale, psychologique – à la suite d'un préjudice commis est monnaie courante. Dans une conférence en 1976, Foucault explique que si les positions anticarcérales sont de plus en plus populaires, ce n'est pas parce que la prison a fait faillite⁵. Au contraire, c'est parce que ses fonctions de contrôle et de punition ont réussi à s'exfiltrer hors de ses murs, dans la société, la famille, le travail. Les groupes auxquels appartiennent les individu-es ayant commis des infractions ou des crimes se voient déléguer les fonctions étatiques de contrôle. Par exemple, l'usage du bracelet électronique se répand dans les années 2000 et transforme l'espace privé du foyer en lieu de restriction où purger sa sentence. Le même mécanisme d'« enfermement en extérieur » se retrouve quand une personne est exclue par ses pairs de tous les lieux de sa communauté d'appartenance. Si nous ne prenons pas du recul sur nos pratiques en matière de justice, le risque de rejouer les mécanismes du système pénal au sein de nos espaces est considérable.

Comment les militant-es pour la justice sociale et pour l'abolitionnisme pénal en sont-ils venu-es à ne pas faire mieux, parfois même pire que la police en matière de violence au sein de leurs espaces de lutte ? Et que peut-on mettre en place pour sortir de l'impasse ?

Si j'ai fini par me saisir des théories et pratiques liées à la justice transformatrice⁶ et/ou abolitionniste, ce n'est pas du tout par là que j'ai commencé. C'est en constatant que les communautés auxquelles j'appartenais ne savaient pas réagir aux conflits et faits de violence internes que j'ai tenté de rassembler les outils existants sur le sujet, afin d'aider les personnes autour de moi. En 2019, j'ai réuni un groupe que je savais intéressé par le sujet des violences intracommunautaires. Nous avons créé un questionnaire pour en apprendre davantage sur l'étendu des pratiques punitives au sein de nos espaces, puis nous nous sommes structuré-es au sein d'un collectif : le collectif Fracas. Chacun-e d'entre nous avait une expérience intime des conflits et violences

5 Foucault, Michel, *Alternatives à la prison*, Paris, Divergences, 2021.

6 La justice transformatrice (ou transformative) appréhende le fait délictueux comme une opportunité de transformation pour l'individu-e et la société, faisant ressortir les dysfonctionnements structurels et interpersonnels, et permettant de les travailler pour rendre possibles un changement et une justice sociale sur le long terme.

intracommunautaires dans les milieux queer, lesbiens, trans et féministes. C'est dans ce cadre que j'ai entamé un travail de recherche et de formation, et que nous avons pu appliquer les pratiques qui nous semblaient pertinentes, lors des accompagnements existants pour les adapter au domaine du conflit dans les milieux militants. Cela nous a permis de mettre en place une structure horizontale où chacun-e peut prendre en charge des suivis, tout en rendant régulièrement des comptes au collectif afin d'éviter tout débordement ou abus de pouvoir. Les suivis que nous proposons sont chaque fois adaptés à la situation qu'on nous rapporte mais ils se déroulent toujours selon un scénario similaire.

Quand une personne ou un collectif nous écrit, nous convenons d'un premier rendez-vous téléphonique. Durant cet appel, nous revenons sur les raisons qui ont amené nos interlocuteur-ices à nous contacter et nous analysons ensemble leur situation, leurs besoins et leurs envies. Ce temps sert aussi à évaluer si notre collectif est en capacité d'intervenir, si les personnes peuvent répondre elles-mêmes à leurs problématiques ou si nous devons les rediriger vers une aide extérieure. Plusieurs outils sont ensuite susceptibles d'être mis en œuvre. Pour les conflits interindividuels, nous pouvons proposer des médiations, une aide à la création de groupes de soutien ou encore des accompagnements dans des travaux d'écriture. Pour les conflits au sein d'une groupe, nous pouvons proposer des formations, organiser des temps d'échange autour des tensions, venir analyser les dynamiques collectives, etc. Au début de chaque suivi, nous nous accordons avec nos interlocuteur-ices sur des objectifs précis, sur la durée de l'accompagnement et enfin sur notre rémunération. En parallèle, des outils comme l'intervision⁷, l'échange de savoir et d'expérience avec des organisations extérieures et l'échange en interne permettent d'analyser le déroulement et le bilan de chaque suivi. Travailler sur des conflits nécessite avant toute chose d'établir des limites collectives et individuelles claires. Nous intervenons auprès d'un public vulnérable ; nous n'avons pas de formation en psychologie et nous ne pouvons adopter une posture de soignant-es à l'égard des personnes qui nous contactent. Si certain-es de nos membres ont une formation en droit, nous ne sommes pas non plus en mesure de proposer des conseils juridiques. Nous accompagnons les personnes qui nous contactent sur un pied d'égalité, en leur donnant tout le respect et le temps nécessaires après avoir évalué ensemble leurs besoins et nos capacités. Ce sont des auteur-ices de violence, des victimes d'abus, des protagonistes de conflits ou des membres de leur entourage. Aujourd'hui, nous avons suivi plus d'une centaine de personnes et de collectifs. Les situations rencontrées relèvent de conflits interpersonnels, de processus de harcèlement collectif, de dénonciations d'abus ou d'agressions. Si, à l'origine, le milieu que nous visions était la sphère militante, plutôt féministe et queer, nous touchons aujourd'hui des espaces beaucoup plus vastes. Nous travaillons avec des écoles, des lieux culturels, des médias, des associations politiques.

Proposer une critique des mécanismes punitifs et délétères à l'œuvre dans les milieux militants, c'est mettre sur la table nos dysfonctionnements collectifs et nous donner une chance de faire mieux, de reconstruire de nouveaux fondements. Je chéris plus que tout ces espaces, les luttes féministes et les

7 Intervision : dispositif particulier de rencontre entre pairs professionnels afin qu'ils échangent leurs expériences.

communautés queer auxquelles j'appartiens. C'est depuis cette position de militante que j'écris. En tant que gouine, mes communautés m'ont sauvé la vie à plusieurs reprises. C'est dans ces milieux que j'ai vu les plus belles initiatives en matière de justice sociale et de soulèvements collectifs. Ces espaces sont des laboratoires particulièrement riches en matière d'inventivité pour de nouveaux communs. Les relations qui s'y nouent et les projets qui s'y construisent sont de véritables modèles de résistance au capitalisme. Et c'est justement parce que nous sommes capables du meilleur qu'il faut interroger ce que nous faisons de pire.

Je me suis beaucoup interrogée avant de me lancer dans l'écriture de ce livre. Il fait face à un obstacle majeur : celui d'être récupéré par des personnes ou des groupes sociaux cherchant à justifier des comportements violents ou oppressifs. A l'heure où les forces réactionnaires semblent de plus en plus puissantes et vont jusqu'à utiliser nos dissensions contre nous-mêmes, produire une critique publique de nos contradictions internes peut apparaître comme une trahison. Ouvrir la question de ces défaillances revient pourtant à ne pas les laisser dicter nos combats et agendas politiques. Nos milieux reproduisent des mécanismes punitifs qui nous marquent, nous traumatisent et nous affaiblissent durablement. Nous avons intériorisé un système de pensée qui justifie les souffrances que nous nous infligeons. J'ai donc dû faire la paix avec l'idée d'une récupération politique, car il est plus important que tout de visibiliser nos dysfonctionnements internes pour nous y confronter afin de les dépasser⁸.

Épuisement militant et moralisme réprobateur

Le militantisme progressiste⁹ contemporain semble connaître un éparpillement donc chacun-e peut prendre la mesure. Les fossés entre les différents courants se creusent à mesure que s'affaiblissent nos capacités à militer et à faire front ensemble. Les espaces de luttes anticapitaliste, *a fortiori* les milieux queer et féministes, sont l'objet d'une parcellisation où chacun-e défend son pré carré. Cette fragmentation peut s'expliquer en partie par une incapacité générale à faire face au conflit, à la conflictualité, aux divergences d'opinion, aux ruptures et à la nouveauté.

A ce titre, ce qu'il se passe au sein des luttes féministes ou LGBTQIA+ est symptomatique de cette tendance. Mobiliser l'ensemble de ces communautés sur

8 Ce texte est un essai politique résultant de mon expérience, de mes croyances et de mes choix en matière de corps. Il fait état de mes recherches à un moment donné, tout ce qui y est dit est donc entièrement discutable et questionnable. Je pense d'ailleurs qu'il y a un grand risque que je sois moi-même plus d'accord avec ce que j'y ai écrit dans quelques années. Je suis une femme cisgenre, gouine/queer, blanche, valide, de classe moyenne. J'ai une expérience intime, tout comme associative et militante, des faits de violence et des conflits de toutes sortes, mais je n'ai pas de formation en droit ni en psychologie. C'est de cette place que je parle et cela implique d'avoir de nombreux angles morts. Les questions liées au conflit et à la violence sont complexes, et je ne peux qu'inviter les personnes le souhaitant à se pencher sur les références mentionnées afin de se faire leur propre idée sur les sujets abordés.

9 Militantisme progressiste : courant de pensée qui considère qu'une transformation profonde des structures sociales et politiques doit être accomplie pour une plus grande justice sociale et pour l'amélioration des conditions de vie. Souvent synonyme des milieux dit « de gauche » (dont féministes, écolo, queer, antispécistes, antiracistes, antivalidistes).

des sujets est de plus en plus difficile, les causes divergent et les rancœurs s'approfondissent : où sont les gays quand les lesbiennes se battent pour la PMA ? Où sont les lesbiennes quand les femmes hétérosexuelles se battent pour l'avortement ? Où sont les personnes cisgenres¹⁰ sur le changement d'état civil sur simple demande ? Où sont les Blancs sur les questions d'abolitionnisme pénal et de violences policières ? Ces scissions se retrouvent sur de nombreux terrains. En témoigne la polémique qui se déroule sur le mur Facebook de la Pride Montpellier (2022), quand celle-ci publie une affiche qui met en avant cinq personnes transgenres (femmes, hommes, non-binaires ; lesbiennes, gays, pan, bi). La toile s'enflamme au titre qu'il n'y apparaît pas de « femmes lesbiennes » (entendre : « cisgenres »). Des centaines de commentaires sont échangés et des associations se désolidarisent de la Pride. On agit comme si tout le monde devait sans cesse être représenté sur un exact pied d'égalité ; comme si ce qu'on donnait à certain-es venait de ce qu'on enlevait aux autres. Et, surtout, comme si nos intérêts n'étaient plus communs mais opposés.

Créer des ponts et lier les solidarités en dehors de nos zones d'expertise et de confort devient compliqué, tout comme lutter sur des sujets qui ne nous touchent pas directement, ainsi que le note John D'Emilio : « Les mouvements gays, lesbiens et trans des années 1970 qui avaient éclos pour lutter contre un 'système' global dans l'élan des années de libération post-1968, ont été remplacés par d'autres groupements qui restent militants, mais qui sont des organisations basées sur une seule question et une seule identité¹¹ ». Paradoxalement, les manières de militer n'ont jamais été aussi variées et les personnes mobilisées, nombreuses, mais *a contrario* une partie d'entre nous se sent plus isolée face à cette étendue de possibilités. Il est urgent d'apprendre à établir des liens malgré nos divergences si nous voulons pouvoir faire front au néolibéralisme, à la montée de l'extrême droite ou encore au changement climatique¹².

Il semble y avoir un jeu de vases communicants entre l'impunité des groupes dominants et l'extrême niveau de rigueur dans certains milieux militants. Ce niveau d'exigence a des conséquences directes sur la manière dont nous percevons le conflit et la violence chez les autres et en notre sein ; tout comme cela en a sur notre manière de faire justice dans nos espaces. Nous observons quotidiennement des personnes produire de la violence, corrompre ou polluer sans être jamais tenues responsables (comme Darmanin¹³ et consorts ou encore les entreprises responsables de désastres écologiques et socio-économiques, etc.) Ce constat nourrit, dans les milieux progressistes, des sentiments d'injustice et d'impuissance. Pour les contrebalancer, nous cherchons à retrouver de la puissance dans les espaces qui nous semblent les plus saisissables, nos communautés choisies d'appartenance. Agir à notre niveau offre le loisir d'observer les conséquences immédiates et concrètes de nos actes. Les milieux

10 Cisgenre : personne pour laquelle l'identité de genre (masculin ou féminin) correspond au sexe avec lequel elle est née.

11 D'Emilio, John, *Sexual Politics, Sexual Communities : The Making of a Homosexual Minority in the United States, 1940 – 1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1998.

12 A ce propos, voir Thom, Kai Cheng, « Pourquoi les communautés queer se déchirent-elles ? », en ligne, *Trrransgrrrls*, 2021, à retrouver sur trrransgrrrls.wordpress.com.

13 Ministre de l'Intérieur sous Macron (2020), accusé de viol et d'abus de pouvoir.

dans lesquels nous luttons constituent en ce sens un espace privilégié : nous y cohabitons avec des personnes que nous connaissons et qui partagent *a priori* nos valeurs. Il est beaucoup plus simple de rappeler à l'ordre un-e camarade que quelqu'un-e d'extérieur, comme notre famille ou nos collègues. L'exercice quotidien de pédagogie et de justification étant particulièrement éreintant, il peut sembler bienvenu de ne pas avoir besoin d'expliquer en vain pourquoi tel comportement ou tel propos heurte ; nous pouvons directement passer à la formulation d'un reproche rassérénant. Il y a donc un effet de balance entre notre impuissance générale et notre puissance communautaire, qui engendre une exigence toujours grandissante dans les milieux militants. Or cette rigueur étant renforcée par l'apparition des réseaux sociaux et de la performance militante en ligne, elle peut finir par se transformer en une certaine rigidité, voire cruauté. Les espaces queer (et *a fortiori* les espaces de gauche) sont de précieux laboratoires sociaux et politiques. La manière dont nous théorisons le monde qui nous entoure, dont nous pensons et développons nos relations et réseaux d'entraide, montre une inventivité sans borne et un profond avant-gardisme. Se défaire de cette rigueur excessive qui tend parfois au puritanisme politique nous délesterait d'un poids qui nous ralentit et nous divise.

Moralisme progressiste

En l'absence d'un projet militant fédérateur pouvant mener à un futur enviable, les forces progressistes en viennent à succomber à un moralisme justicier et réprobateur. On pourrait parler d'un militantisme sans réel espoir de changement. C'est ce que Wendy Brown nomme le « moralisme progressiste¹⁴ ». Ce moralisme s'incarne dans les interdits individuels, ce qui entraîne la condamnation de certains mots, arguments ou actes, ou alors dont l'usage est restreint à un registre très étroit. S'il est juste de bannir certains comportements ou termes oppressifs courants dans les médias ou dans nos familles, ces interdits s'appliquent encore plus durement au sein même de ces franges progressistes. Ainsi, on se retrouve à critiquer lourdement les militant-es de nos propres organisations pour chaque erreur lexicale ou faux pas politiquement non correct. J'ai par exemple déjà observé des gens exiger qu'une association distribuant des repas gratuits présente des excuses pour avoir préparé des plats contenant de la viande. Dans mon travail et ma vie de militante, il se passe rarement une semaine sans que soit évoqué un conflit absurde autour d'une publication ou d'une prise de parole « problématique », générant des demandes interminables d'explications publiques. Ce moralisme progressiste s'incarne aujourd'hui dans une ribambelle de notions-injonctions régulant l'ordre social et sanctionnant les dissensus : celle du *safe*¹⁵, de la bienveillance, de *trigger warnings*¹⁶ ou encore de la « radicalité ». Tenir une telle critique dans la société occidentale contemporaine où les forces réactionnaires parlent sans cesse de *wokisme* est particulièrement délicat. A l'origine, ce terme créé dans les milieux anti-racistes étasuniens, désigne le fait d'ouvrir les yeux sur les structures d'oppression dans lesquelles

14 Brown, Wendy, *Politics Out of History*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

15 Espace *safe* : lieu ou environnement dans lequel une personne ou un groupe peut avoir la certitude qu'iel ne sera pas exposé-e à la discrimination (tiré de Ahenkorah, Elise, « Safe and Brave Spaces Don't Work (and What You Can Do Instead) », trad. Personnelle, 2020, à retrouver sur medium.com.

16 *Trigger Warning* : avertissement qu'un contenu (article, vidéo, film, livre, chanson) comprend des éléments qui peuvent déclencher un traumatisme psychologique chez certaines personnes.

nous nous trouvons. Apparu en français en 2015, il s'est vu réapproprié par les forces réactionnaires, qui l'emploient pour désigner et discréditer les courants de pensée progressistes et les causes œuvrant à la justice sociale (féminisme, antiracisme, antispécisme, etc.) Si ces critiques et le dévoiement de cette notion sont ancrés dans l'ignorance, la peur et la lâcheté, cela ne doit pas nous empêcher, de notre côté, d'ouvrir les yeux sur certaines de nos pratiques.

Une autre caractéristique du discours moraliste est de se focaliser sur certaines personnes, prises individuellement, qui incarneraient l'ordre établi et tout ce que l'on veut combattre, comme le racisme, le sexisme, l'homophobie, etc., et de réduire tout simplement le mal à ces cas individuels. La conséquence en est une individualisation des rapports de domination qui, par définition, sont pourtant le fruit de dynamiques sociales. Ce phénomène de personnification de nos ennemi-es politiques s'opère en cohérence avec une société occidentale néolibérale qui prétend reposer sur une ensemble d'individu-es et non pas des groupes ou classes sociales. Il participe à l'invisibilisation des mécanismes structurels responsables des rapports d'oppression. Certes, les rapports sociaux influent sur les rapports de force qui se jouent dans les relations interpersonnelles. Mais les individu-es à elleux seul-es ne sauraient en être les uniques responsables, car les rapports de domination reposent sur différents niveaux : individuel, mais aussi institutionnel, structurel et historique. Bien qu'individuellement nous ayons une responsabilité et un rôle à jouer dans l'abolition d'un système de classe et de privilèges, nos marges de manœuvre sont limitées. C'est bien parce que le système peut sembler inébranlable que nous nous replions sur le niveau individuel. Abattre une personne est plus simple que d'abattre le système qui la soutient. On s'éternise sue ce que quelqu'un-e a dit ou fait sur les réseaux sociaux au lieu de s'intéresser aux instances du pouvoir politique et économique. On agit comme si les injustices sociales découlaient uniquement de la faillite morale de certain-es, au lieu de reconnaître qu'elles sont aussi le résultat d'un processus historique de construction culturelle, politique et socio-économique du pouvoir. Autrement dit, on s'attaque aux effets des rapports d'oppression plutôt qu'aux raisons pour lesquelles des systèmes comme le capitalisme ou encore l'impérialisme existent.

Les structures de pouvoir et rapports d'oppression (sexisme, racisme, classisme, validisme, etc.) sont présentés comme jouant uniquement au niveau individuel, à travers des positions binaires et exclusives : dominant-e ou dominé-e, oppresseur-se ou oppressé-e, opprimé-e ou privilégié-e. Dans cette approche, chaque couple est pensé de manière cohérente et insécable, chaque terme étant défini dans son seul rapport à l'autre : les privilèges sont considérés comme le simple opposé de l'oppression ; les dominant-es sont ceux qui dominent les dominé-es, etc. Penser la réalité selon deux catégories, les bon-nes (les dominé-es, les victimes) d'un coté et les méchant-es (les dominant-es, les bourreaux) de l'autre, appauvrit la complexité des rapports sociaux.

La première conséquence qu'amène l'usage de ces notions rendues vagues et dichotomiques est la confusion théorique dans laquelle il nous plonge. Les termes « oppression », « domination » ou encore « privilèges » devraient être

employés dans leur stricte signification pour gagner en force d'analyse. Les revendications en matière de justice sociale se recentrent sur la reconnaissance de l'identité et de la différence. En témoignent par exemple celles qui concertent la possibilité d'inscrire un genre neutre sur un papier d'identité. On observe alors un « glissement de la redistribution vers la reconnaissance¹⁷ », faisant ainsi évoluer le féminisme de la deuxième vague vers une variante de la « politique de l'identité¹⁸ ». Bien que progressiste, ce virage tend à surestimer la « critique culturelle au détriment de la critique de l'économie politique¹⁹ ». Il y a bel et bien un aspect individuel qui joue dans les rapports de domination ; pour autant, ce n'est pas le seul. Centrer nos luttes sur l'unique prise de conscience de nos privilèges ou, au contraire, de leurs répercussions négatives sur notre vie ne saurait proposer un horizon politique satisfaisant. Pire, cela nous enferme nous-mêmes, les « dominé-es », dans un système de pensée où la figure de la victime remplace celle des battant-es, des dissident-es ou encore des révolutionnaires. Les progrès ne sont pas vus comme « pris ou gagnés, mais réclamés et accordés²⁰ », ce qui favorise une tendance à se retrancher derrière une « épistémologie de la vulnérabilité²¹ » pour se faire une place dans une société maltraitante. En ce sens, c'est bien là une politique attentiste et tournée vers les institutions qui se développe au détriment d'une politisation du conflit. Cela efface tout d'abord la violence dont nous sommes capables et que nous pouvons infliger à autrui ; mais surtout, cela accentue une position passive et fataliste. Nous nous disons qu'à force de « leur faire voir » (nos conditions de vie, les souffrances qu'« ils » perpètrent, etc.), il y aura bien un moment où « ils » (l'État, les multinationales, les personnes qui détiennent le pouvoir et l'argent, etc.) ouvriront les yeux et se rendront compte que ce qu'ils nous imposent est inhumain. Ainsi sommes-nous entraîné-es à croire que, passé un certain stade, cette situation s'arrêtera (les inégalités/le capitalisme/le système oppressif, etc.). Cette conception nourrit une représentation qui ne pousse pas à agir mais incite à supporter toujours un peu plus... en attendant qu'« ils » décident d'arrêter.

L'un des pendants du moralisme progressiste réside dans le fait que le militantisme quitte peu à peu la rue, les sphères décisionnelles (politiques et économiques), pour investir de plus en plus le terrain du langage et de la symbolique. On traite alors « les révolutions dans l'ordre des mots comme des révolutions radicales dans l'ordre des choses²² ». Par exemple, il est devenu courant de voir des publications commencer par une liste de *trigger warnings*. Si cette pratique semble motivée par de bonnes intentions (se préserver et préserver les autres d'une éventuelle réminiscence traumatique liée à un contenu sensible), elle se fonde pourtant sur des présupposés qui s'apparentent, à mon sens, à des

17 Fraser, Nancy, *Le Féminisme en mouvement. Des années 1960 à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012.

18 Terme inventé par The Combahee River Collective 1977, « The Combahee River Collective Statement », avril 1977, circuitous.org/scraps/combahee.html ; à ce sujet, voir : Brown, Wendy, *State of Injury : Power and Freedom in Late Modernity*, Princeton, Princeton University Press, 1995 ; Kruks, Sonia, « Identity Politics and Dialectical Reason : Beyond an Epistemology of Provenance », *Hypatia*, 10, 2, 1995, pp. 1-22 ; Wolfe Ross, « Identity » - The Bane of the Contemporary Left », *The Charnel-House*, 2013, à retrouver sur thecharnelhouse.org ; Mohandesi, Salar, « Identity Crisis », *Viewpoint Magazine*, 2016, à retrouver sur viewpointmag.com.

19 Fraser, N., *Le Féminisme en mouvement*, op. cit.

20 Chi-Chi Shi, « La souffrance individuelle (et collective) est-elle un critère politique ? », en ligne, *Période*, 2019, trad. Sophie Coudray et Selim Nadi, version originale dans *Historical Materialism*, 26, 2, 2018.

21 CASQ « Quelques considérations sur la Pride radicale », en ligne, *Trou Noir*, n°17, septembre 2021.

22 Bourdieu, Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 11.

dérives théoriques. Les *trigger warnings* reposent sur une individualisation des traumatismes (chacun-e à ses propres traumas) et à une lecture psychologisante au lieu d'une lecture structurelle et politique. Des mots comme « viols » ou « incestes » tendent à être effacés ou atténués pour éviter toute retraumatisation individuelle. Mais en n'étant plus utilisés comme des outils de description et d'élaboration pour penser une réalité matérielle, ils perdent de leur efficacité pour protéger et nommer un réel pourtant persistant. Les *trigger warnings* font pour beaucoup appel à la croyance qu'on peut désactiver les réminiscences traumatiques grâce à des sortes d'incantations. Si cette liste n'est pas exhaustive, la personne à l'origine de la publication peut faire l'objet de critiques, voire de remontrances. Cette vigilance constante vis-à-vis du langage (le nôtre et celui d'autrui) permet de se rassurer sur son engagement, comme une manière de se distinguer individuellement et de prouver sa valeur, en se présentant comme détenteur-ice de la *bonne* pensée. Ce phénomène est renforcé en ligne : les réseaux sociaux favorisent la « starification » de personnes et de profils dont il s'agit de suivre les gestes et les idées. Ce militantisme de l'influence²³, qu'il soit antispéciste, queer ou autre, se nourrit de logiques néolibérales ou l'individu-e devient l'alpha et l'oméga des luttes : la personne qui dicte et la personne qui s'éduque, se conscientise, se déconstruit et se responsabilise – la source et la fin de tout. Le politique se résume alors à une « pratique de développement personnel²⁴ ».

Marre de faire de la pédagogie

Il est intéressant de noter le paradoxe entre les milieux militants (féministes) qui prônent la « déconstruction » et le peu de place effectivement laissé au tâtonnement. Le terme « déconstruction » est censé désigner la remise en question individuelle des normes sociales intégrées lors de notre éducation. Arriver à un stade de déconstruction avancée serait le Saint Graal des « bon-nes militant-es » qui auraient réussi à se défaire de tout mécanisme raciste, sexiste, validiste, classiste, spéciste, âgiste (sans parler des mécanismes ***phobes). La résistance à l'oppression est en quelque sorte réduite à la transformation de soi et à la réflexivité. Parallèlement est maintenue l'idée que puisque nous sommes né-es dans une société capitaliste, nous sommes et serons à tout jamais racistes, sexistes, validistes, classistes, spécistes, âgistes. En conséquence, il ne semble pas y avoir d'échappatoire : il faut tendre vers le mieux tout en acceptant que nous ne pouvons nous défaire complètement des rapports de domination dans lesquels nous nous inscrivons. Il y a là un paradoxe entre une tentative de penser un déterminisme social issu d'une lecture matérialiste et une approche néolibérale ou l'individu-e tout-e-puissant-e pourrait se reformater du fait de sa volonté seule. Ce phénomène s'accompagne souvent d'un refus de pédagogie.

Ce refus est compréhensible sous de nombreux aspects. Les injonctions à la pédagogie auprès des minorités de genre, de race, de sexualité, etc. sont continuelles et harassantes. Elles sont particulièrement pénibles pour les personnes qui doivent endurer le « sexisme ordinaire » (ou racisme, validisme, etc.) dans chaque sphère de leur vie. Mais comment demander à des personnes de

23 CASQ, « Queer influence : le management de l'innocence », en ligne, *Trou Noir*, n°25, juin 2022.

24 *Ibid.*

« se déconstruire » sans jamais leur dire comment faire ? En leur disant d'être autonomes et se « se renseigner » ? Bien évidemment, certaines personnes n'ont pas envie de faire le travail par elles-mêmes et attendent que « leur ami-e queer/noir/handi » s'en charge pour elles. Pour autant, il faudrait pouvoir réfléchir aux façons possibles de prendre en charge les personnes de bonne foi qui simplement ne savent pas par où commencer leur chemin militant – et particulièrement les personnes concernées par ces luttes. Les solutions restent à trouver, mais souligner le paradoxe d'une telle situation est indispensable pour avancer collectivement. Être plus souples face aux erreurs, aux questionnements et à l'apprentissage permettrait aussi de dépasser des postures qui se calquent par mimétisme sur des « queer/féministes/vegan/anarchistes parfaits » (c'est-à-dire celles et ceux qui passent cinq jours sur sept en assemblées générales et leur temps sur Twitter).

Sans s'interroger sur ce que *je* pense individuellement et sans le confronter à la position d'autrui dans le cadre de rencontres et débats, on ne peut que rester dans une position superficielle et dangereuse par son manque de remise en question des consensus dogmatiques. L'injonction à la déconstruction individuelle, jointe au refus d'être pédagogue, créent les conditions d'une lutte où nous somme finalement les un-es à côté des autres, mais profondément seul-e ; une lutte formée par un monde néolibéral et taillée pour ne pas trop (le) déranger.

Répondre à la violence par la violence

Observer ses camarades de lutte, ses ami-es ou même des inconnu-es se faire prendre à partie publiquement, que ce soit virtuellement ou sur le terrain, nous laisse à penser que nous sommes tous et toutes sur la sellette. Cela nous enseigne que même si nous dédions beaucoup de notre temps et de notre énergie à une cause, nous pouvons pourtant être exclu-e du jour au lendemain. Cette situation crée un climat anxigène, qui rejoue pour certain-es un environnement familial ou professionnel instable et précaire. Dès lors, tout le monde finit par surveiller son-sa voisin-e (tout comme soi-même) avec une certaine méfiance.

Plus encore que de la méfiance, de tels mécanismes intracommunautaires créent un contexte dans lequel nous ne savons pas répondre à la violence autrement que par la violence. Une erreur lexicale est sanctionnée par des insultes ou des violences sont sanctionnées par du harcèlement. Nous nous ancrons dans la colère, la peur ou la tristesse, plutôt que dans la volonté de désescalader²⁵ ou d'aider les parties. Là-dessus se développe une vraie crainte, celle que tout n'aille pas bien, sans cesse. Du coup plus rien ne se passe et tout est neutralisé. Chaque désaccord ou conflit est étouffé sous une épaisse couche de contrôle et de peur, sans être explicité ni discuté. Les idées nouvelles et les paroles discordantes, pourtant essentielles dans l'idée de *mouvement* politique, sont enfouies. De nombreuses initiatives s'éteignent avant même de voir le jour par peur de mal faire ou se de voir attaquer : tel festival n'a finalement pas lieu parce que la communication en amont a posé problème ; tel projet d'entraide n'a

25 Désescalade : retour au calme après une escalade d'émotion ou de tension dans le cadre d'une confrontation.

pas été mis en place parce qu'il a été impossible de dépasser un désaccord politique en interne.

Ce type de réactions traumatiques peut entraîner une paralysie de groupe. Taire les dissensions crée une illusion de bienveillance, de soin et de sécurité, qui ne correspond pourtant pas à la réalité. Tout groupe rencontre des conflits. La violence est inhérente à nos rapports. Si nous avons la conviction d'être dans un espace *safe*, nous pouvons être d'autant plus blessé-es quand nous nous rendons compte que ce n'est pas le cas. Au lieu de prétendre le contraire, nous devons apprendre à faire face, à nommer nos désaccords. Il faut pouvoir parler des incompréhensions et de nos idées les plus problématiques pour pouvoir les analyser et les rendre fécondes. J'ai moi-même fini par rompre avec tous les collectifs que j'ai traversés parce qu'à force d'en être témoin j'ai été terrifiée par ce qu'un groupe peut faire à ses membres. J'ai fini par oublier ce que le collectif peut aussi produire de meilleur et de beau. Aujourd'hui encore, quand je reviens dans un groupe, j'ai tendance à vouloir contrôler les échanges afin d'éviter tout conflit ou blessure. Je sais pourtant qu'ainsi j'interromps des discussions qui auraient pu être éprouvantes, certes, mais enrichissantes sur le long terme. Éviter ce genre de comportement pourrait permettre d'adresser nos traumatismes liés au collectif, car le groupe peut être un bon support pour les dépasser. Ces fonctionnements individuels façonnent nos manières d'agir en tant que groupe, tout autant que le fonctionnement du groupe influence les individu-es²⁶.

Ce contexte de méfiance, d'épuisement militant et de souffrances individuelles et collectives et particulièrement favorable à la prolifération des pratiques punitives. Plus que de simples agissements individuels, c'est un véritable système punitif qui est développé au sein des milieux militants.

Une surenchère punitive

Dans des espaces où il est admis que le recours à la police en cas de violence n'est pas la solution mais plutôt un problème supplémentaire, le risque principal consiste à n'avoir aucun relais extérieur pour dénoncer les injustices qui s'y déroulent. Cela est encore plus dangereux quand on parle d'abus exercé par le groupe sur un-e individu-e, par exemple dans le cas d'un harcèlement collectif. Les espaces féministes, queer, autonomes ou plus largement abolitionnistes constituent en ce sens un cocktail détonnant. En mêlant rejet de la police et huis clos, constitué par des personnes qui cherchent à rééquilibrer les injustices sociales au sein même de leur groupe, le contexte est favorable au déroulement de nombreux excès – et ce dans une relative impunité.

Quand la société nous paraît trop violente, nous pouvons avoir tendance à nous replier sur les communautés et les personnes qui sont *a priori* censées nous faire du bien et être source d'*empowerment*²⁷ individuel. L'espace militant constitue parfois le seul où l'on se sent à sa place, ce qui peut développer un sentiment d'appartenance et la sensation d'un pouvoir individuel et collectif. Si

26 C'est d'ailleurs ce qu'étudie la psychosociologie.

27 *Empowerment* : fait d'acquérir davantage de pouvoir pour des personnes ou des groupes minorisés.

ces sentiments sont bienvenus, ils peuvent aussi devenir dangereux dans le cadre d'un règlement de conflit. J'ai observé de nombreux groupes dépassés par leur propre puissance et leur capacité de nuisance. Quand le groupe élabore des justifications morales ou politiques communes pour appuyer sa démarche, la conviction collective d'être dans son bon droit et d'exercer une juste autorité se renforce, ce qui favorise les pires abus sans que personne ne puisse rien dire ou faire.

Comme le note le psychosociologue Didier Anzieu sur les dynamiques collectives, il existe un phénomène de réaction en chaîne entre la frustration que certains groupes peuvent ressentir et la violence qu'ils mettent en œuvre contre certain-es de leurs membres. La frustration des groupes militants se développe face aux nombreux obstacles politiques, économiques et écologiques rencontrés ; cette frustration crée de la colère, dont l'une des parades est de « localiser l'agressivité sur une personne, un sous-groupe qui la reçoit en dépôt sans y contre-réagir agressivement²⁸. Nous faisons aujourd'hui face, dans certains milieux militant, à ce que nous pourrions considérer comme la désignation de boucs émissaires à des fins cathartiques collectives. Didier Anzieu conclut : « J'ai moi-même décrit, sous le nom d'« illusion groupale », l'état d'un groupe qui est si parfaitement satisfait de lui qu'il va jusqu'à dénier, contre les faits eux-mêmes, sa propre agressivité²⁹ ». Il est particulièrement difficile de dénoncer l'aspect systémique des violences qui se jouent dans les milieux minorisés sans connaître une certaine levée de boucliers. Pourtant, ces violence existent et les reconnaître permettrait probablement de les dépasser. Qu'on parle de remontrances et de critiques publiques, d'exclusion ou encore de harcèlement, l'arsenal punitif venant se substituer à l'arsenal juridique est tout aussi fourni et varié. Le constat est amer. Ce que nous nous infligeons entache l'énergie de nos luttes et marque les personnes qui s'y sont investies de façon durable.

Il est difficile de se figurer jusqu'où peuvent aller les violences en contexte militant sans y avoir été directement confronté-es, soit en accompagnant une personne qui en est victime, soit en en étant soi-même victime. J'ai vu ces violences s'exercer de manière similaire dans des espaces aussi variés que les milieux écologistes, anarchistes, féministes, queer, antiraciste, etc. Les récits que je vais aborder concernent donc des militant-es des milieux progressistes. Pour des raisons de confidentialité et d'anonymisation, ils sont chacun constitués d'un assemblage de plusieurs histoires, et les noms ont été modifiés ; pour autant, les dynamiques à l'œuvre ont été respectées et les faits décrits se sont réellement déroulés. Ces exemples ne sont pas racontés des différents points de vue : ces récits sont donc partiels, situation similaire à ce qu'il se joue dans la vie, quand une personne vient nous raconter son vécu ou que nous vivons nous-même une situation de conflit – nous ne disposons jamais de tous les éléments. En ce sens, il est important de suspendre son jugement sur qui a raison et qui a tort – même s'il est possible de produire une critique des mécanismes en jeu. Il s'agit ici de se rendre compte de l'ampleur des dégâts pour, ensuite, pouvoir penser des alternatives.

28 Anzieu, Didier, Martin, Jean-Yves, *La Dynamique des groupes restreints*, Paris, Puf, 1968, pp. 321-322.

29 *Ibid.*